RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Candidats socialistes indépendants et d'union travailliste

Élections législatives du 23 juin 1968

Deuxième circonscription : Rochechouart - Saint-Yrieix

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Un grand nombre, un très grand nombre de personnes ont pensé que je devais, dans la période actuelle, représenter un élément d'union.

Fidèle à mes convictions de toujours, j'ai cru que je pouvais satisfaire à leur demande, mais il faut que l'on sache que cette position répond pour moi à un devoir et non à quelque besoin ambitieux ou sordide.

J'ai demandé au docteur Madoumier de bien vouloir être mon suppléant ; il y a consenti.

Républicain de tradition et de sang, c'est un administrateur non conformiste, épris de liberté et de progrès — un praticien pour qui l'exercice de sa profession est une occasion supplémentaire de manifester son humanisme.

Je vous demande donc de bien vouloir vous entendre avec nous sur quelques idées simples.

D'abord et par-dessus tout la Liberté des Citoyens, le respect de l'ordre, de la justice et du travail, l'Evolution mais non la Révolution, sans lesquels la République à laquelle nous sommes tous attachés ne pourrait survivre.

Pour cela il est nécessaire :

— Que les droits syndicaux déjà reconnus soient étendus, mais il ne faut pas que le syndicalisme soit politisé et dépende de partis qui l'utilisent pour leur propagande, ou soit débordé par des éléments qui doivent être contrôlés ;

— Que l'Université soit rajeunie, que les étudiants participent à sa gestion ; mais il faut aussi que les examens réformés viennent sanctionner des études qui sans leur contrôle n'auraient aucune valeur ;

— Que pour l'Agriculture, comme le propose le Comité de Guéret, soient créés tant à l'échelle nationale qu'à celle du Marché commun des organismes interprofessionnels chargés de fixer, en accord avec le Gouvernement, des prix agricoles garantis et d'en assurer l'application ;

— Que dans le secteur du Commerce et de l'Industrie, les petites et moyennes entreprises ne soient pas sacrifiées aux grosses ;

— Que la retraite à soixante ans puisse être instaurée avec une simplification des règlements et des formalités qu'il doit être possible de réaliser ;

— Que le respect des droits du Combattant soit assuré pour ceux de 1914-1918, de 1939-1945 et d'Algérie ;

— Que les Rapatriés d'Algérie soient des Français à part entière ;

— Qu'une véritable Communauté européenne élargie soit réalisée, car elle est la condition de la paix politique, économique et sociale.

Il serait vain de traiter, dans un espace qui m'est mesuré, toutes les questions qui viennent à l'esprit des Electeurs.

Je veux parler du logement, des établissements scolaires, des établissements scientifiques, des centres culturels, des adductions d'eau, de l'électrification, des modernisations paysannes, des aménagements urbains, des routes, des autoroutes, du tourisme, etc.

Il est cependant un point sur lequel je veux insister. Il m'est personnel mais il vous concerne tous

Dans *le Populaire* du 24 novembre 1958, un des plus importants leaders de la S. F. I. O. écrivait ceci :

« Dans le sud, où la bataille était la plus difficile, Jacques Boutard arrive très nettement en tête surclassant les moscoutaires (sic) *dans un fief où jusqu'ici ils s'étaient cru les maîtres.*

« C'est peut-être dans cette circonscription que le plus beau succès a été remporté parce qu'il marque la fin de la grande peur qui a pesé pendant des années sur le sud-ouest du département. Pour la délivrer de cette peur, pour la conduire sur la route de la Liberté, notre population limousine a donc choisi Jacques Boutard, l'homme courageux, solide et sûr par excellence. » (resic).

Je n'ai pas changé, et les communistes non plus.

En 1936 ils ont tenté d'empêcher Léon Blum, en le débordant, d'appliquer un programme qui a apporté entre autres choses aux Français la semaine de quarante heures et les congés payés.

A la Libération ils ont tenté d'accomplir ce que nous savons tous avec des moyens d'intimidation que nous avons tous en mémoire.

En 1947, le Président Ramadier devait se séparer des communistes qui acceptaient au Gouvernement ce qu'ils refusaient à l'Assemblée nationale. S'il n'avait pas agi ainsi, on aurait sans doute recommencé en France le coup de Prague et une démocratie — Démocratie ! — populaire aurait succédé à un gouvernement républicain.

En Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Pologne, en Hongrie on tente d'abolir une dictature pesante et d'effacer le souvenir des purges sanglantes d'un passé encore récent.

Ce n'est pas l'attitude souriante, enveloppante, doucereuse, des candidats communistes locaux qui les empêcherait de devenir des agents de la dictature écrasante qui nous menacerait s'ils étaient au Gouvernement.

Ils prétendent être le Parti des travailleurs, or nous savons bien que si tous les communistes ne sont pas des travailleurs, tous les travailleurs ne sont pas des communistes.

Dans peu, très peu de temps, il faudra remettre le train français sur le rail européen. Il faudra donc adapter nos possibilités à cette nécessité ; cela ne pourra être fait que dans l'ordre rétabli, le travail repris, la justice sociale satisfaite et l'enthousiasme français réalisé.

Cela ne sera possible qu'en réussissant le rassemblement le plus large de tous ceux qui ont le sens du gouvernement

C'est pour cela que je me suis résolu à me présenter à vos suffrages en vous demandant de me comprendre et de me suivre.

Docteur Jacques Boutard



Jacques BOUTARD

Docteur en médecine - Licencié ès sciences
Ancien élève de l'Institut Pasteur
Ancien maire de Le Chalard (1936-1945)
Maire de Saint-Yrieix-la-Perche
Conseiller général du canton de Saint-Yrieix
Ancien député de la Haute-Vienne



SUPPLÉANT :

Claude MADOUMIER

Docteur en médecine
Maire d'Aixe-sur-Vienne
Conseiller général du canton d'Aixe-sur-Vienne

VU : Les Candidats.

FABRÈGUE - SAINT-YRIEIX 11757